

Le président uruguayen oppose son veto à la dépénalisation de l'avortement

Author : Jeanne Smits

Categories : [Divers Jeanne smits](#)

Date : 14 novembre 2008

Le président uruguayen, Tavaré Vázquez, est un homme de centre-gauche. Mais c'est un scientifique : ce médecin oncologue avait largement fait connaître, avant son accession à la plus haute charge de son pays, son opposition personnelle à l'avortement pour des raisons d'« éthique philosophique » mais aussi « scientifiques ». La vie commence dès sa conception, tel est le constat qui s'impose à l'observateur honnête ; c'est pourquoi Tavaré Vázquez a opposé son veto à la loi sur la « santé reproductive » définitivement adoptée en début de semaine par le Sénat uruguayen.

Il a censuré tous les articles de la loi qui prévoyaient la dépénalisation de l'avortement en cas de danger pour la santé de la mère ou du fœtus (!), sa légalité pendant les 12 premières semaines de grossesse en cas de « pénurie économique, sociale ou familiale » affectant la mère, et son organisation obligatoire dans tous les services de santé du pays. Le texte donnait 30 jours aux médecins pour faire connaître leur statut d'objecteurs de conscience...

Le président Vázquez a préféré opposer sa conscience de chef d'Etat au nom de tous, pour que les normes juridiques de son pays continuent d'avoir un sens. Il avait dix jours pour se décider ; il est donc remarquable qu'il ait fait connaître au plus tôt sa démarche, puisqu'il ne s'est pas passé deux jours entre le vote parlementaire et l'annonce publique d'une décision qui ne pourra être signifiée au Conseil des ministres que lundi. Pour agir aussi vite il fallait que le veto fût signé par au moins un ministre : le ministre de la Santé, Maria Julia Muñoz, apposa la sienne, autant par conviction personnelle que par loyauté.

Pour renverser le veto présidentiel – ce que réclament à cor et à cris les partisans de l'avortement uruguayens, qui devaient organiser une manifestation dans la soirée de jeudi, au nom du respect de la « démocratie » – il faudrait une adoption de la loi aux trois cinquièmes par les deux chambres réunies. On sait déjà que cette majorité ne peut pas être atteinte dans leur configuration actuelle.

Voilà en tout cas la preuve que même dans un pays socialiste, laïciste, très façonné par la franc-maçonnerie, tout espoir n'est pas perdu. Ne comptons pas cependant cette fois sur le principe du « pas d'ennemis à gauche » : comme tous les pays qui osent rompre avec la culture de mort ou la repousser, l'Uruguay va se trouver dans le collimateur international...

Source : [Présent](#) du 15 novembre 2008

